La fin d'année dans COSOLUCE

Pierre SEROUGNE

Plan

9h 30: Les nouveautés de la gamme

9h 40: Le changement d'exercice

9h 50: La préparation CA (N) et BP (N+1)

10h00: Pause

10h15: Le Portail CHORUS (CPP 2017)

10h45: Le PES ASAP

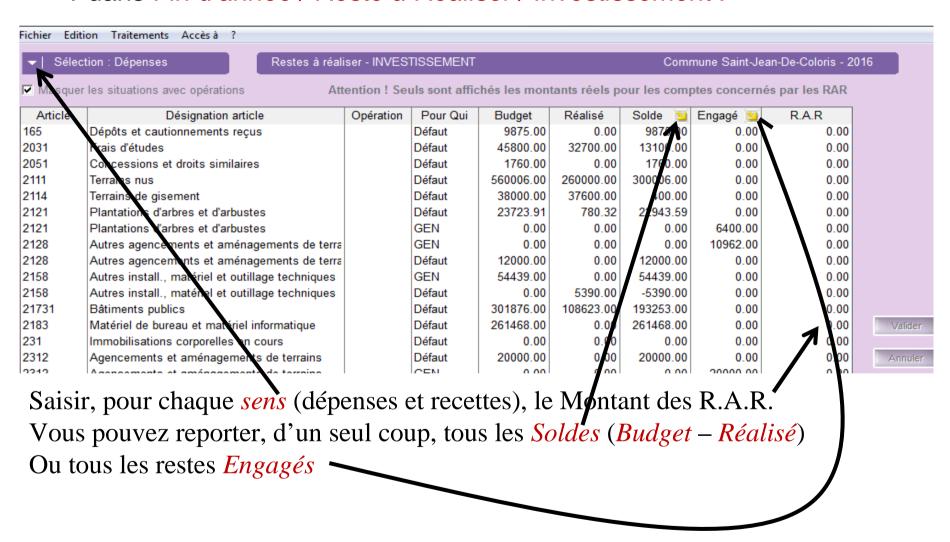
11h15: Le jeu

11h45: Questions diverses.

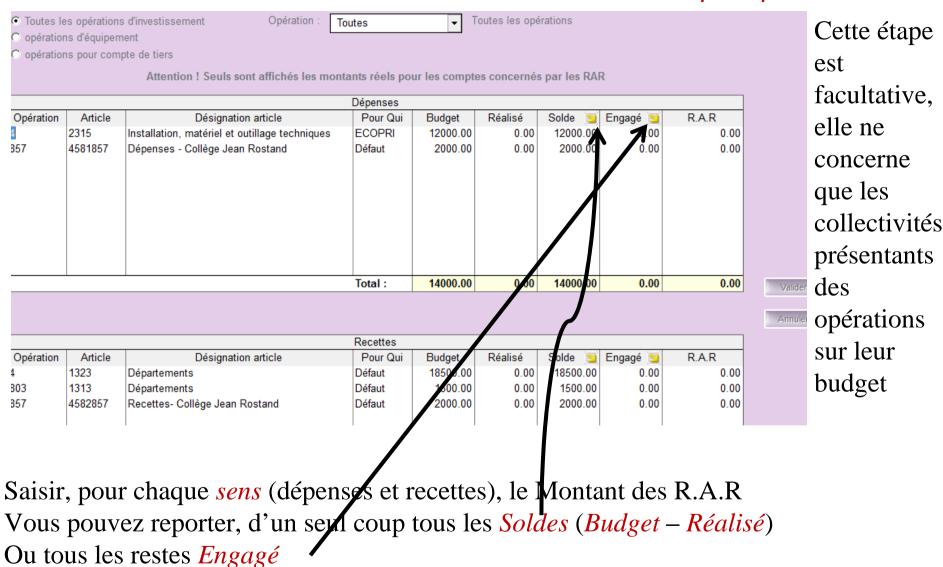
Les nouveautés de la gamme

- 1. Chorus : récupération des factures sur le portail, envoi de l'état d'une facture récupérée, suivi démat
- 2. PES-ASAP
- 3. La Gestion Electronique de Documents (GED)
- 4. Codification correcte du titre au 1068
- 5. Rajout des commentaires de PJ dans la zone Pièces du mandat (titre, engagement et factures)
- 6. Contrôle de dépassements budgétaires sur écritures générées automatiquement (ordre, ivoire, rubis et parme)
- 7. Situations comptables par poste de regroupement
- 8. Etc...

1 dans Fin d'année / Reste à Réaliser / Investissement :



2 dans Fin d'année / Reste à Réaliser / Investissement par opérations:

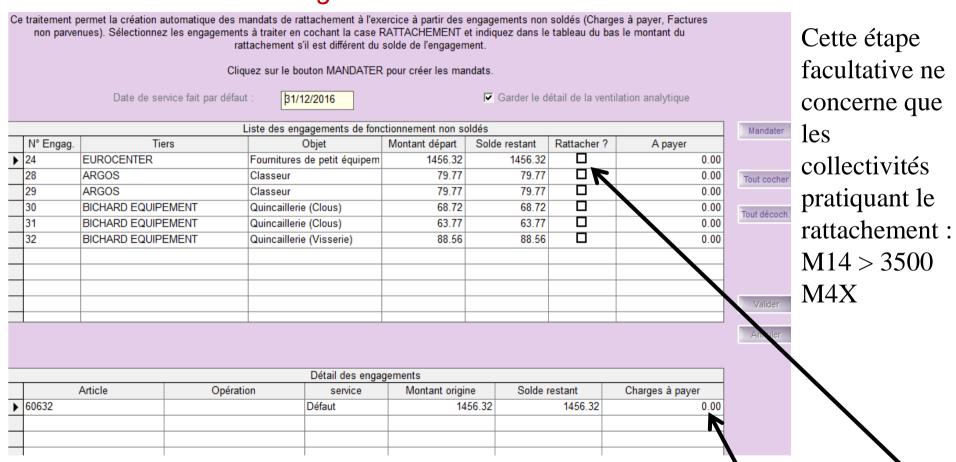


3 dans Fin d'année / Mandatement /Emission de titres des écriture d'ordre:



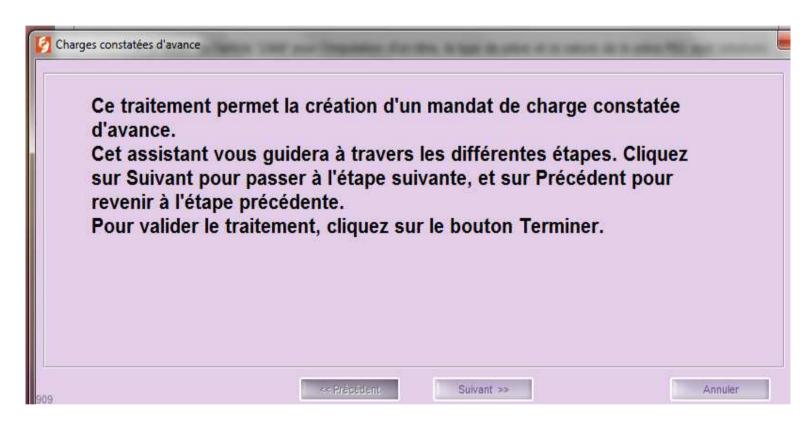
Vérifier qu'il ne reste aucune écriture budgétisée mais non encore réalisée Auquel cas il est nécessaire de cocher *A Mandater* et cliquer sur

 4 dans Fin d'année / Rattachement des charges et des produits / Rattachement de charges



Dans la liste des engagements restants, cocher ceux qui font l'objet d'un rattachement. Saisir, éventuellement, un montant différent du solde de l'engagement

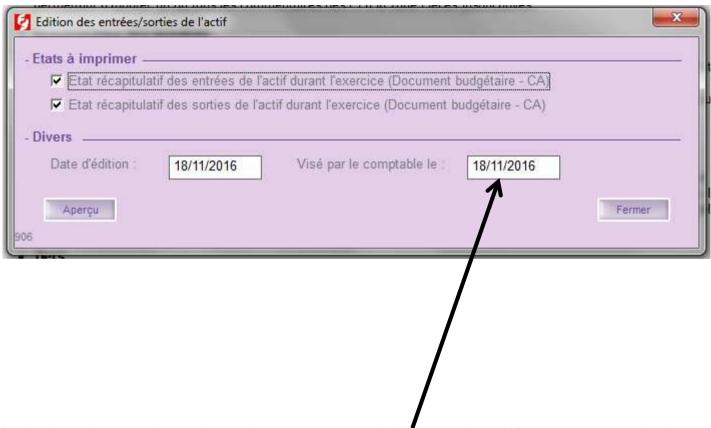
• 5 dans Fin d'année / Charges et Produits constatés d'avance



Cette étape facultative ne concerne que très peu de collectivités parmi celles pratiquant le rattachement : M14 > 3500 M4X

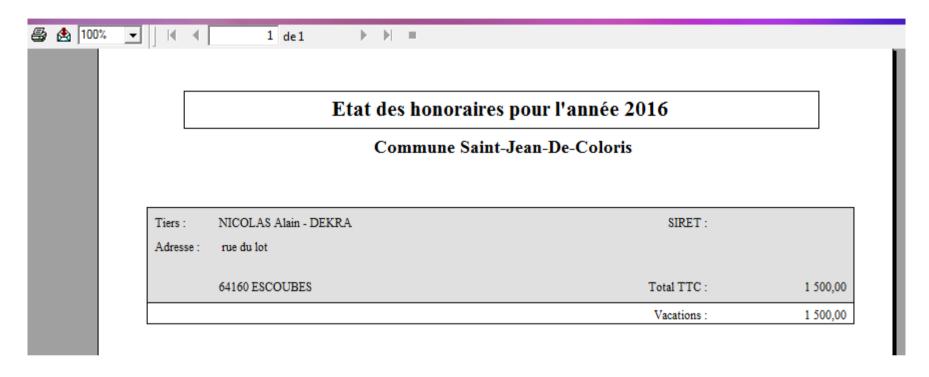
Suivre pas à pas l'assistant

• 6 dans Fin d'année / Etat des entrées et sorties de l'actif :



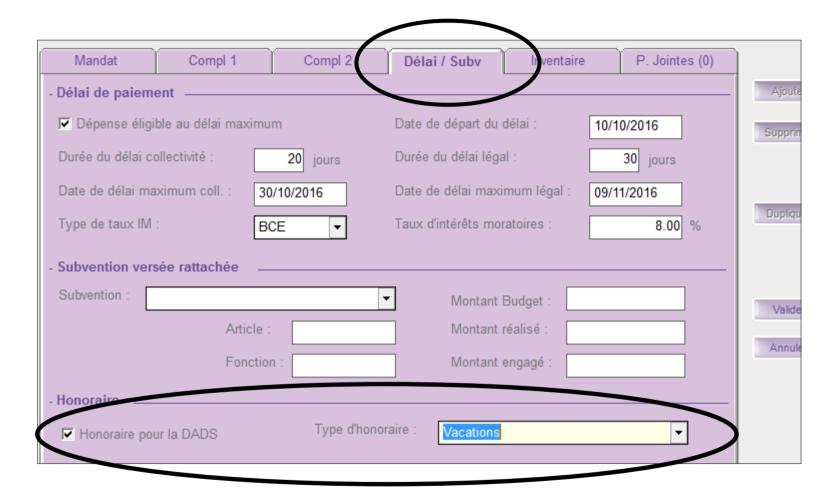
Saisir la date du visa du comptable, puis cliquer sur le bouton Ces états sont à produire et seront repris automatiquement dans le CA.

• 7 dans Fin d'année / Etat des honoraires



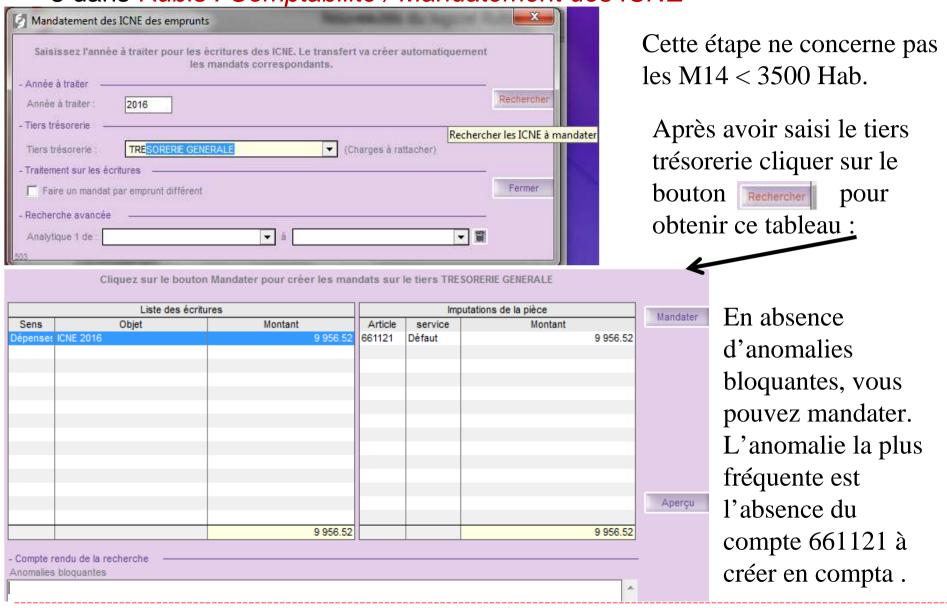
Cet état, facultatif, sera automatiquement repris dans la DADS U produite par Parme.

Cette liste correspond aux mandats cochés honoraires :



▶ 10

• 8 dans Rubis : Comptabilité / Mandatement des ICNE



• 9 dans Corail Budget / Saisie des réalisations de l'excédent/déficit

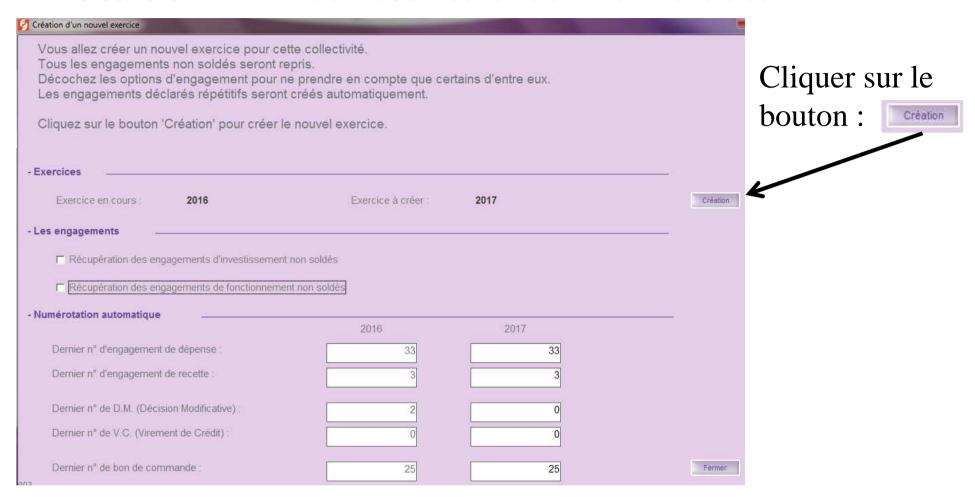
						,		
			Investissement			Reprendre bi		
Article	service	Déficit (Budget)	Déficit (Réalisé)	Excédent (Budget)	Excédent (Réalisé)	7		
					_	/ •		
001	Défaut			175000.00	175000.00			
						Valid		
Fonctionnement								
Article	service	Déficit (Budget)	Déficit (Réalisé)	Excédent (Budget)	Excédent (Réalisé)			
002	Défaut			15000.00	15000.00			

Il s'agit là de réaliser les résultats, par section, qui avaient été inscrits au Budget primitif. Le bouton vous permet de dupliquer automatiquement les montants votés.

Cliquer ensuite sur le bouton

.....

• 10 dans Corail: Fin d'année / création d'un nouvel exercice:

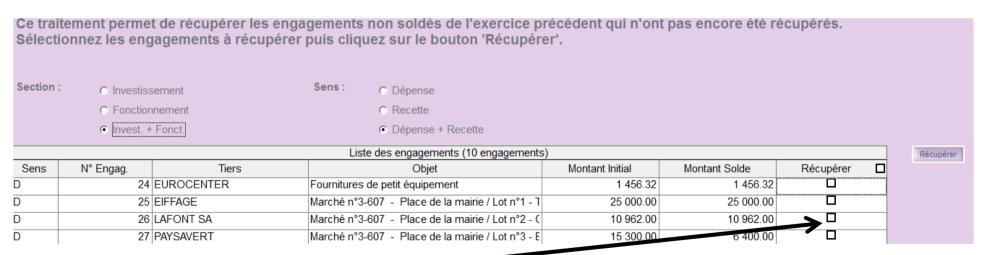


Si vous ne devez pas récupérer tous les engagements non soldés, il sera préférable de les récupérer sélectivement à l'étape suivante.

Attention : A ce stade, il est impératif de se positionner sur le nouvel exercice

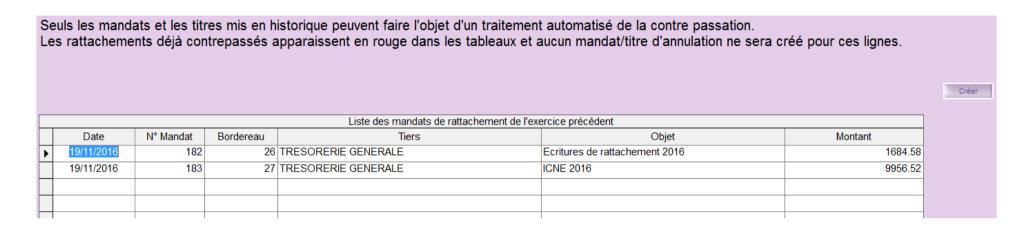


• 11 dans Corail: Fin d'année / Récupération des engagements non soldés



Sélectionner les engagements à récupérer, puis cliquer sur le bouton : Récupérer lci, les montants ne sont pas modifiables.

• 11 dans Corail: Fin d'année / Contre Passation des écritures de rattachement



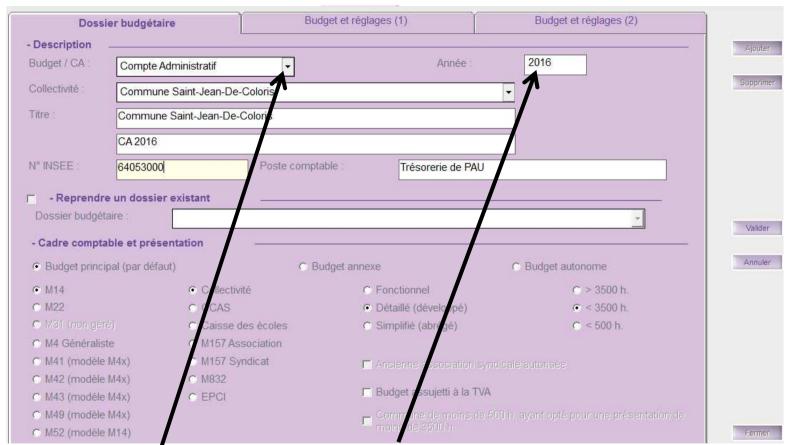
Cliquer sur le bouton pour générer automatiquement les écritures.

Si aucune écriture n'apparaît dans la liste alors que, sur l'exercice précédent, vous avez bien produit titres et mandats, vérifiez qu'ils soient bien en historique.

• 12 dans Corail: Fin d'année / Régularisation des écritures constatés d'avance

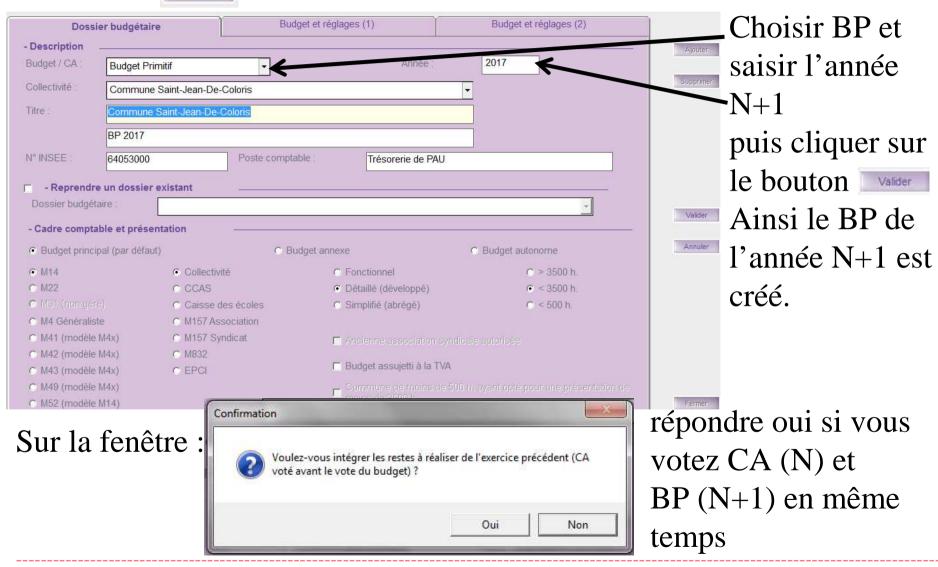
Cette étape très spécifique qui ne concerne que très peu de collectivités, n'est à réaliser que si, à l'étape 5, vous avez enregistré des charges et/ou des produits constatés d'avance.

- 1 dans Ambre : Environnement / Gestion des dossiers budgétaires
- Bouton



Choisir CA' et saisir l'année N puis cliquer sur le bouton Ainsi le CA de l'année N est créé.

- 2 dans Ambre : Environnement / Gestion des dossiers budgétaires
- Bouton Ajouter



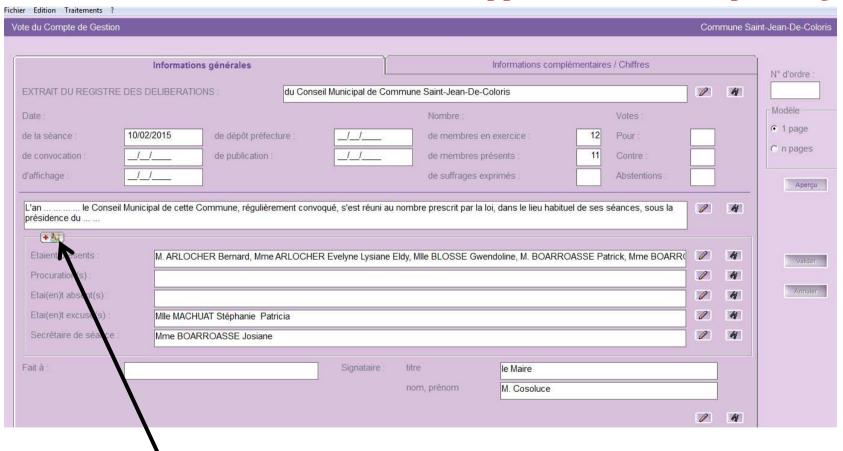
Après un re-calcul total des situations Une mise à jour du plan de compte vous sera proposée :

M14 - Collectivité - Détaillé (développé)	Mise à jour
Options	
▼ Suppression des articles non utilisés	

Profitez-en pour supprimer les articles non utilisés.

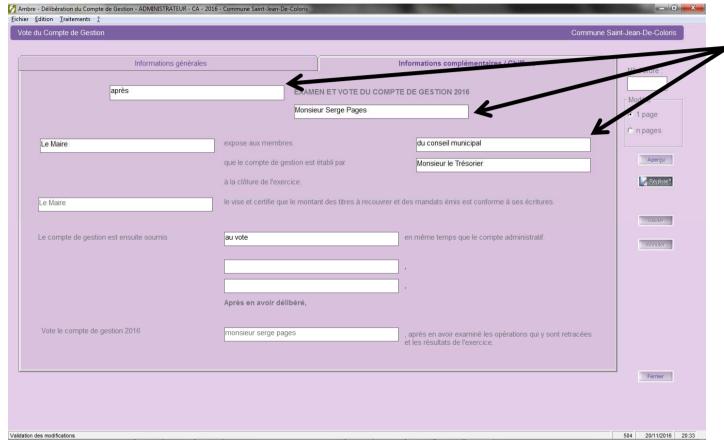
3 Sur le CA (N), après *Edition du compte administratif /Maquette* officielle *Mxx nnnn*,

Dans : Délibération / Délibération d'approbation du compte de gestion :



Le bouton permet, entre autre, de récupérer les membres du conseil municipal enregistrés dans un groupe de carbone.

4 Dans : Délibération / Délibération d'approbation du compte de gestion sur l'onglet Informations complémentaire / Chiffres:



La saisie des champs permet d'obtenir une ébauche de la délibération qui pourra, après aperçu, être exportée vers un outil de traitement de texte.

Procéder de même pour la délibération du CA

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE COMMUNE SAINT-JEAN-DE-COLORIS

Séance du 10 février 2015

				CENTRE OF TO PERIOD ED TO			
				L'an le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence du			
NOMBRES DE MEMBRES				Etaient présents : M. ARLOCHER Bernard, Mme ARLOCHER Evelyne Lysiane Eldy, Mlle BLOSSE			
En exercice	En exercice Présents Nombre de suffrages exprimés			Gwendoline, M. BOARROASSE Patrick, Mme BOARROASSE Josiane, Mlle COLORIS Clara, M. FAMALA Françis, M. GAERUNOALT Olivier, M. HOBORES Philippe, M. KELHETTER Frédéric Bernard, Mme SAURE Corinne			
12	Pour: 0		0	Procuration(s):			
Abstentions : 0			_	Etai(en)t absent(s):			
Da	Date de la convocation			Etai(en)t excusé(s): Mlle MACHUAT Stéphanie Patricia			
	Date d'affichage						
Acte rendu ex en Préfecture		ès dépât		A été nommé(e) <u>secrétaire de séance</u> : Mme BOARROASSE Josiane			
et publication	_/_/_			après EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 Monsieur Serge Pages			
	!!			Le Maire expose aux membres du conseil municipal que le compte de gestion est établi par Monsieur le Trésorier à la clôture de l'exercice.			
				Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.			
				Le compte de gestion est ensuite soumis au vote en même temps que le compte			

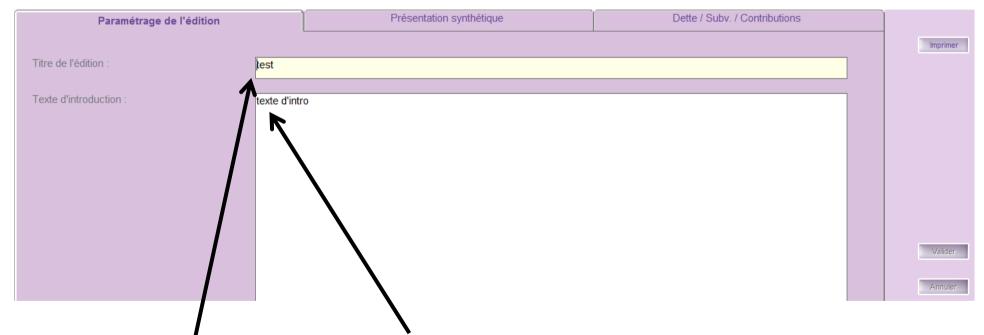
5 Dans : *Délibération / Affectation du résultat* sur l'onglet *Informations complémentaire / Chiffres:*

Informations gér	nérales	Informations complémentaires / Chiffres			N° d'ordre :
Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibr	re budgétaire,				N doldre.
Statuant sur l'affectation du résultat d'exploit	tation de l'exercice, 2016				Modèle
Constatant que le compte administratif fait ap	pparaître :				↑ 1 page
					C n pages
					Aperçu
Résultat de l'exercice : Report à nouveau :	341 742.74	Résultat d'investisser Solde des restes à ré		211 589.92 55 111.10	
Résultat de fonctionnement cumulé :	341 742.74	Besoin/excédent de f	************	266 701.02	Valider
Décide d'affecter le résultat d'exploitation com Résultat d'investissement (001) : Affectation complémentaire en réserve (1068) : Résultat de fonctionnement reporté (002) :	211 58 11 58 200 00	<= Reprendre Affect	Affectation proposée par Ami - 211 589.92 0.00 - 341 742.74	9	Annuler

Le bouton reprend *l'Affectation proposée par ambre*. Saisir ensuite le montant à affecter au 1068. Ne pas oublier alors, de faire le titre de recette correspondant sur l'année N+1.

Pour le BP une nouvelle édition est à joindre : la présentation brève et synthetique (loi Notre)

6 Dans : Edition du budget / Présentation brève et synthétique (loi Notre)



Le *Titre de l'édition*, le *Texte d'introduction* et les *commentaires* dans tous les onglets sont obligatoires.

Valider d'abord et Imprimer ensuite.

test

texte d'intro

- Budget global (budget principal et budgets annexes) -

	Fonctionnement	Investissement	Total
Commune Saint-Jean-De-Coloris	0,00	55 111,10	55 111,10
Total	0,00	55 111,10	55 111,10

^{*} Selon les règles budgétaires, pour chaque section (fonctionnement et investissement), les montants en dépense et en recette sont identiques

Ce budget primitif n'appelle aucun commentaire particulier



Le Portail CHORUS dit CPP 2017 est un site web servant un portail de réception, de suivi et d'archivage de factures électroniques.

Une solution mutualisée Pour toute la sphère publique

En 2012, l'Etat, pour ses besoins propres, a mís en place un portail de réception, de suivi et d'archivage de ses factures électroniques. Le Gouvernement a décidé de faire évoluer ce portail vers une solution mutualisée qui, à compter de 2017, sera mise gratuitement à la disposition de toutes les entités publiques, sous le nom de Chorus Portail Pro (CPP).

La réalisation de cet outil, confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE), prend en compte les contraintes de gestion propres aux collectivités locales et aux établissements publics, grâce à un dialogue constant, à toutes les phases du projet, avec les principales associations nationales d'élus locaux et fédérations (hôpitaux, offices publics de l'habitat, etc.)

Ainsi, de septembre 2014 au printemps 2015, sous l'égide de la Structure Nationale Partenariale (1), des groupes de travail techniques ont réuni les principales associations d'élus locaux et fédérations, afin d'arrêter les principes directeurs de fonctionnement de CPP. Sur cette base, l'AIFE a rédigé les spécifications externes de la solution informatique qui sera développée en 2015-2016. Une phase de test est prévue avec des entités pilotes à compter de juin 2016, l'ouverture généralisée de CPP devant s'effectuer en décembre 2016.

(1) Structure au sein de laquelle, depuis 2004, treize associations nationales d'élus locaux, six administrations d'Etat et des représentants de la Cour et des chambres régionales des comptes élaborent des solutions de dématérialisation partagées.

Parmi les avantages de CPP figurent, notamment :

- la possibilité, pour les collectivités et les établissements publics, d'obliger leurs fournisseurs à renseigner le numéro de bon de commande auquel rattacher la facture et, le cas échéant, le code du service destinataire;
- la sécurisation de la date d'enregistrement de la facture.

28

Vos contacts

Pour toute question sur la mise en place, dans votre collectivité ou établissement, de la facturation électronique au 1er janvier 2017, vous pouvez vous adresser:

- au réseau de la DGFIP. Le « correspondant dématérialisation » de votre direction départementale ou régionale des Finances publiques est le spécialiste de la DGFIP dédié au déploiement de la dématérialisation dans votre département : il répondra à vos questions techniques portant sur la connexion au PiGP et sur ses fonctionnalités. A l'échelon national, la Mission de déploiement de la dématérialisation apportera son concours pour les dossiers les plus complexes.
- à l'AIFE, par courriel, à l'adresse suivante : cpp2017.aife@finances.gouv.fr

Pour suivre l'actualité de la problématique « facturation électronique 2017 » sur Internet, consultez :

- le site de l'AIFE, www.economie.gouv.fr/aife/ agence-pour-linformatique-financiere-letat-0;
- le site <u>http://www.collectivites-locales.gouv.fr/</u>, dont la rubrique «Facturation électronique» s'enrichira jusqu'à l'échéance de 2017.



LA DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES

DES COLLECTIVITÉS LOCALES

ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

AU 1er JANVIER 2017

UNE ÉCHÉANCE

À PRÉPARER SANS TARDER



L'ÉCHÉANCE INCONTOURNABLE DU 1^{SI} JANVIER 2017

➤ A CETTE DATE, LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RECEVRONT DES FACTURES ÉLECTRONIQUES

Comme l'Etat s'y astreint depuis 2012, les collectivités locales et les établissements publics devront être techniquement prêts à recevoir, dès le 1er janvier 2017, les factures électroniques produites par certains de leurs fournisseurs (loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014).

LA MONTÉE EN CHARGE PROGRESSIVE DE LA FACTURATION ÉLECTRONIQUE

L'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics sera mise en oeuvre de façon progressive, selon le calendrier suivant :

- en 2017 pour les quelque 200 plus grandes entreprises françaises;
- en 2018 pour les 45.000 entreprises de taille intermédiaire :
- en 2019 pour les 136.000 petites et moyennes entreprises ;
- en 2020 pour les micro-entreprises.

L'ENJEU FINANCIER

A compter de 2020, l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics recevront, chaque année, plus de 100 millions de factures dématérialisées. Le gain dans les coûts de traitement en résultant pour la sphère publique est estimé en moyenne à trois euros par facture.

ATTENTION !

La date du 1^{er} janvier 2017 imposant aux grandes entreprises l'envoi de factures électroniques concerne également toutes les entités de la sphère publique elles-mêmes <u>émettrices de factures</u>. COMMENT RÉCUPÉRER DES FACTURES ÉLECTRONIQUES À COMPTER DE 2017 ?

Chaque collectivité locale ou établissement public aura le choix entre plusieurs modes de récupération des données déposées par ses fournisseurs sur le portail CPP.

EN MODE PORTAIL

Dès réception sur CPP d'une facture le concernant, l'organisme public sera alerté par courriel. En se connectant au portail internet de la gestion publique (PiGP) par lequel passent ses échanges habituels avec la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP), il accèdera à l'espace « factures » de CPP, où il pourra consulter les données de la facture, les télécharger, informer le fournisseur en cas de rejet ou de suspension et traiter d'éventuelles sollicitations de l'entreprise. Un formulaire de recherche multicritères lui permettra également de retrouver des factures déjà déposées.

➤ EN MODE EDI (échange d'ordinateur à ordinateur)

A partir des données reçues du fournisseur, CPP constituera un « flux-pivot » contenant un jeu de données minimal permettant d'initier la demande de paiement. Le flux-pivot sera envoyé par CPP, avec les données de facturation originales en pièce jointe, vers le tiers de télétransmission de l'organisme public, pour intégration dans le système d'information de ce demier.

AVEC API (interface de programmation)

Pour les collectivités ou établissements disposant déjà d'une plateforme de dialogue avec leurs fournisseurs, la consultation s'effectuera de la même manière qu'en mode portail. Les factures seront déposées sur cette plateforme, une interface de programmation permettant de faire le lien avec les fonctionnalités de la solution CPP, de façon transparente pour les fournisseurs.

Les fournisseurs pourront suivre, via CPP, le cycle de vie de leur facture tout au long de sept étapes possibles : déposée, en cours d'acheminement vers le destinataire, mise à la disposition du destinataire, rejetée, suspendue, mise à la disposition du comptable, mise en paiement. COMMENT PRÉPARER L'ÉCHÉANCE

POUR RECEVOIR DES FACTURES ÉLECTRONIQUES

Pour les collectivités et établissements optant pour la récupération de leurs factures via le PiGP, une habilitation à se connecter à l'espace « factures » de CPP leur sera fournie par la DGFiP. Les fonctionnalités de consultation, de téléchargement et de recherche de factures seront simples d'utilisation et un service d'assistance (téléphonique et en ligne) sera mis en place par la DGFiP et par l'AIFE, afin de résoudre les éventuels problèmes de connexion ou d'utilisation des nouveaux outils.

Les collectivités et établissements envisageant la récupération en mode EDI ou disposant déjà d'une plateforme d'échange avec leurs fournisseurs peuvent, dès à prèsent, consulter les spécifications de la solution CPP sur le site de l'AIFE, à l'adresse suivante :

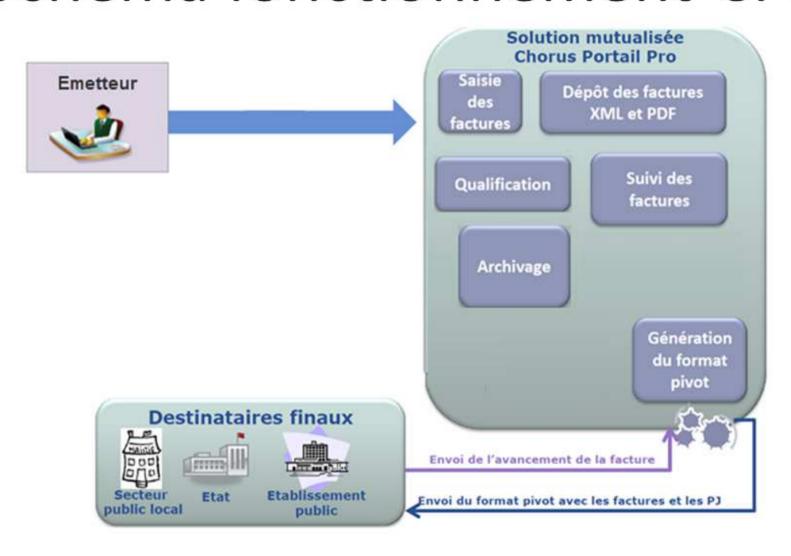
http://www.economie.gouv.fr/files/solution_portail_ dossier_specifications_editeurs.v7.pdf

Les grands éditeurs informatiques (financiers, facturiers, tiers de télétransmission) travaillant pour le secteur local ont été appelés à se mobiliser sur ce sujet lors d'une réunion organisée par la DGFiP à leur intention en mars 2015. Un séminaire organisée par l'AIFE le mois suivant a complété le dispositif avec la présentation des spécifications externes

Pour émettre soi-même des factures électroniques

Les collectivités et établissements devront eux-mêmes émettre des factures électroniques à destination d'autres entités publiques à compter du 1er janvier 2017. Dans le secteur public local et de santé, un premier schéma de facture dénommé « PES-ASAP » est à la disposition des éditeurs financiers, aux fins de développement de la solution qui devra être disponible à la date impartie.

Schéma fonctionnement CPP



ATD 31 S.A.C.I

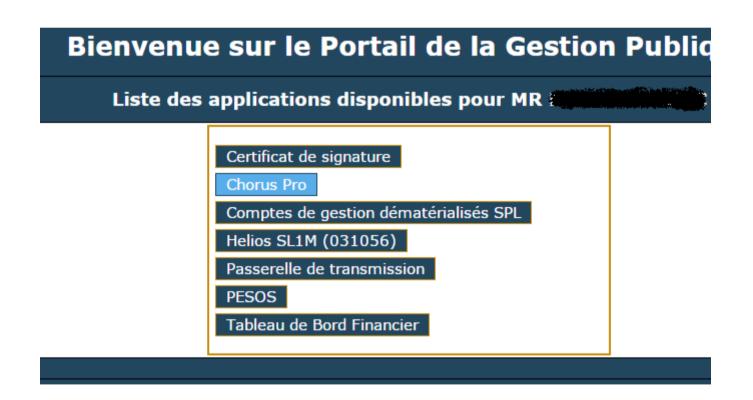
Les deux modes de réception des factures gérés dans Cosoluce sont :

- 1. Le mode portail : par le biais du portail DGFIP vous téléchargez les factures en attente vous concernant. Puis après intégration dans Corail les mandats seront générés automatiquement.
- 2. Le mode service : Vous utilisez alors un T.d.T (Tiers de Télétransmission), qui récupérera automatiquement pour vous les factures en attente et alimentera directement votre logiciel *Corail*.

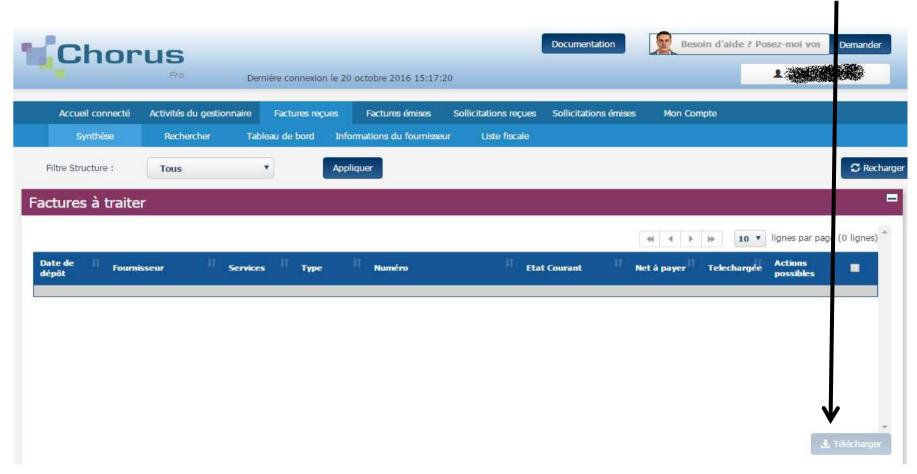
Dans les deux cas, vous récupèrerez vos factures sous la forme d'un flux dit « flux pivot ». Il contient les données de la facture et des pièces jointes.

1. Le mode portail:

Vous avez reçu un mail vous informant de la présence d'une facture en attente : Dans le portail DGFIP aller sur Chorus Pro



Vous accéderez alors au portail Chorus, sur l'onglet factures reçues : sélectionner les factures à télécharger puis cliquer sur



Vous ne téléchargez pas seulement une (ou plusieurs) factures mais vous téléchargez un flux pivot contenant des données et des Pièces jointes.

Par le bouton vous l'enregistrez sur votre disque dur dans un répertoire dédié exemple : c:\helios\pes

Dans Téléprocédures / Factures dématérialisée (CPP 2017) /

Intégration des flux pivots.

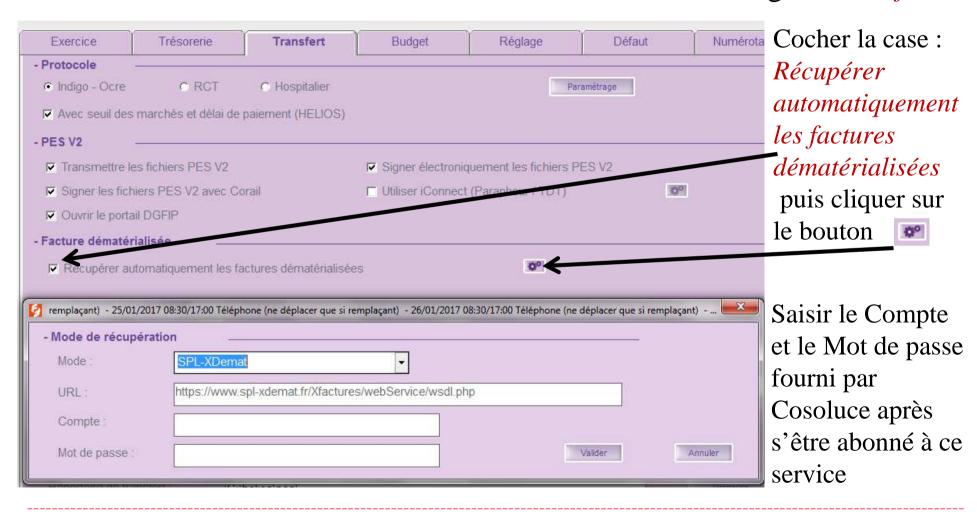


Pour chaque factures vous déciderez soit de la mandater soit de la rejeter

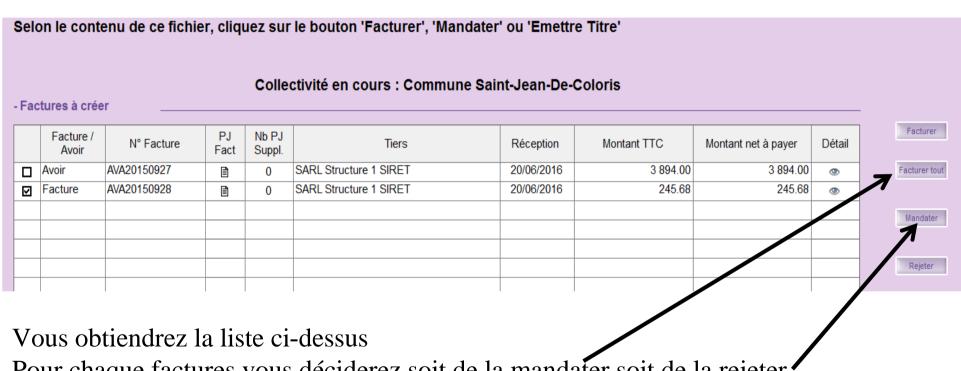
2. Le mode service :

Un paramétrage préalable est nécessaire :

Dans Environnement / Gestion des collectivités onglet Transfert:

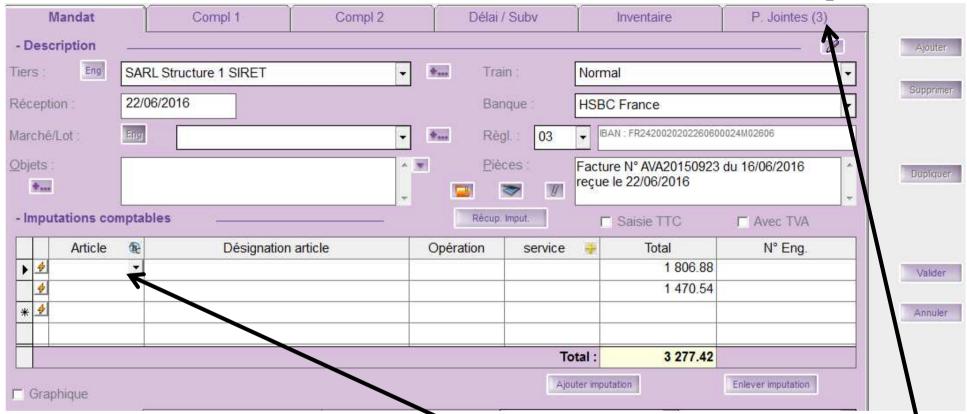


Dans Téléprocédures / Factures dématérialisée (CPP 2017) / Intégration des flux pivots. Vous obtenez directement ceci:



Pour chaque factures vous déciderez soit de la mandater soit de la rejeter

Si vous choisissez alors le mandat sur construit automatiquement:



Les pièces jointes au flux pivot seront automatiquement jointes au mandat Il ne restera plus qu'à saisir les imputations

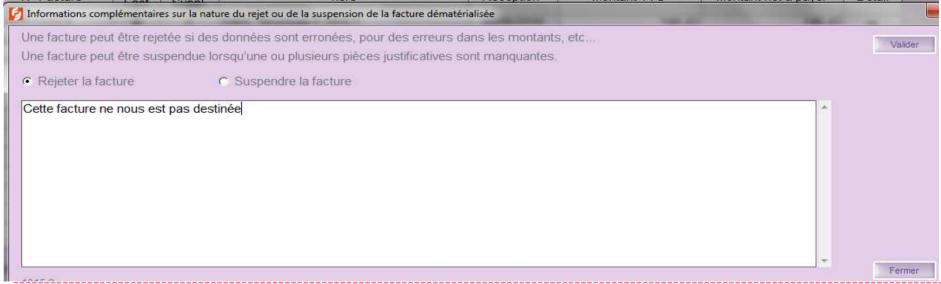
.-----

• 2 Dans Téléprocédures / Factures dématérialisée (CPP 2017) / Intégration des flux pivots.

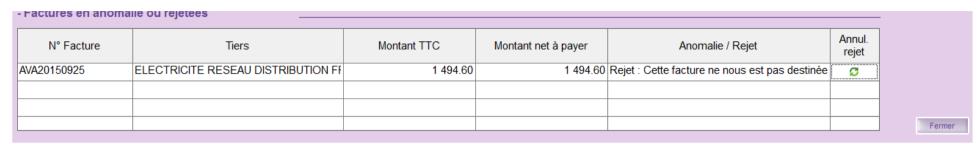
La Facture basculera en partie basse dans factures déjà créées :

Facture / Avoir	N° Facture	PJ Fact.	Nb PJ Suppl.	Tiers	Réception	Montant TTC	Montant net à payer	Détail	Accès
Facture	AVA20150923		2	SARL Structure 1 SIRET	20/06/2016	3 277.42	3 277.42	•	2

Dans le cas d'un rejet de la facture un motif sera obligatoirement saisi:



La Facture basculera en partie basse dans factures rejetées :



Un message vous invitera a créer un flux de statut répondre <u>oui</u>:



Ce flux devra être généré comme un flux XML spécifique et devra être déposé sur le portail CHORUS via le portail DGFIP



Cas des mandats de régularisation (Débit d'office)

Les facture EDF par exemple.

Il est préférable de ne pas les télécharger depuis le site de la DGFIP les flux contenants des factures prélevées tant que vous n'avez pas reçu le bordereau de régularisation de la part de votre trésorier.

Autre solution : les mandater puis affecter un train spécifique d'attente.



Attention dans ce cas:

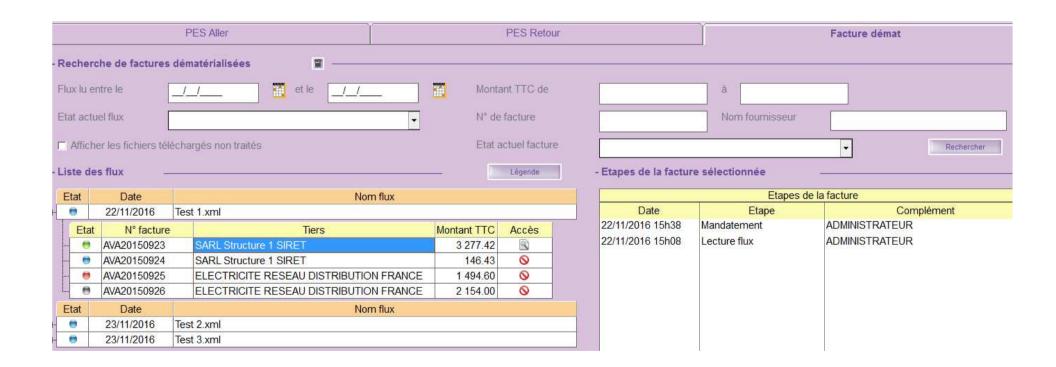
dans Dépenses / Numérotation et édition des mandats Train à imprimer ne pas choisir tous les trains

Vous disposez d'un suivi de vos factures et envoi vers CHORUS

Dans le suivi démat bouton

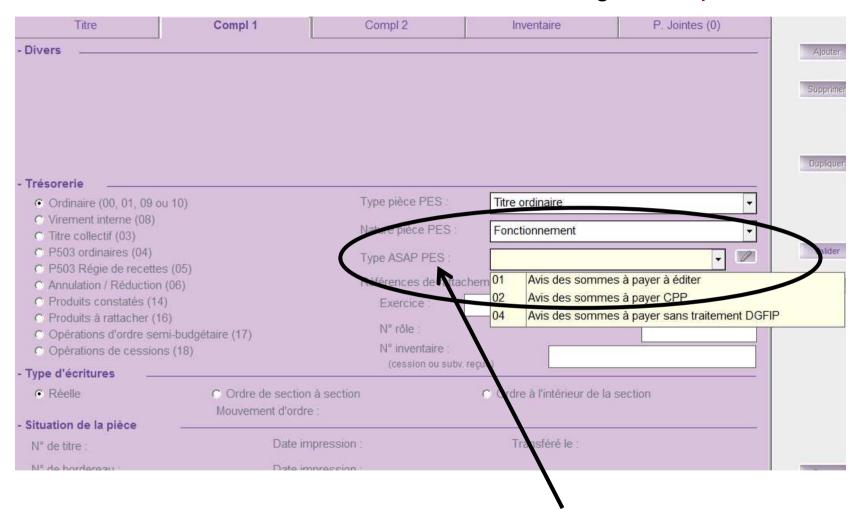


et dans l'onglet *Facture démat*.



Le PES ASAP

• Dans Corail: Recettes / Titres de recettes onglet Compl 1:



Un nouveau champ à été rajouté : Type ASAP PES 3 possibilités :

Le PES ASAP

- 1. Avis des sommes à payer à éditer : le titre et son ASAP seront envoyés au trésorier qui transférera l'ASAP au centre éditique. Ce dernier se chargera de la mise sous pli et de l'envoi aux redevables.
- 2. Avis des sommes à payer CPP: le titre et la facture jointe formeront un PES titre avec, en pj un PES facture ASAP transmis à chorus via Hélios. Chorus le transformera en flux pivot pour la collectivité destinatrice.



La Pièce jointe doit être au format PES facture ASAP donc elle devra être issue d'un logiciel de facturation pas de rôle mais un titrage individuel.

3. Avis des sommes à payer sans traitement DGFIP: l'ASAP sera transmis au trésorier pour information.

Le jeu

• Dix petites questions simples

1 De quel délai dispose-t-on pour envoyer un budget en préfecture après son vote ? a. 2 jours b. 15 jours c. 30 jours

2. Quelle est la date limite pour voter un budget M14 ?a. le 31 marsb. le 15 avrilc. le 30 avril

3. Pour un excédent de fonctionnement de 10 000 € puis-je inscrire 10 000 € au 1068 ? a. Oui b Non

4. J'ai fais des rattachements de charges, j'avais déjà créé le nouvel exercice. Puis-je les supprimer ? a. Oui b. Non

5. Que contient un PES Retour :

a. les ACK b. les budgets acceptés c. le compte de gestion d. des informations sur le paiement des mandats ou l'encaissement des titres .

Le jeu

Soit un emprunt de 12000 d'intérêt dont l'échéance tombe le 31 mai Quel montant dois-je mandater au 661121 (ICNE) sur l'année N:

a. 2 000 € b. 7 000 € c. 12 000 €

7 Comment dois-je réaliser les excédents (ou déficit) pour éditer le CA

- a. Je ne fais rien c'est automatique.
- b. Je fais un titre (pour des excédents) ou un mandat (pour des déficits).
- c. Une option dans le menu Budget de Corail me permet de les réaliser
- d. Je dois saisir le montant à réaliser dans Ambre

Le jeu

8 Je dois réaliser un jeu d'écriture d'ordre (mandat et titre) ?

- a. je saisis le mandat puis le titre.
- b. Je m'appuie sur les indications de mon trésorier.
- c. Une option réalisera automatiquement les prévisions faites au BP ou par une DM.
 - 9 Comment mandater les subventions versées aux associations ?
 - a. Je fais des mandats.
- b. Le trésorier s'en occupe car il connait les sommes allouées aux associations et inscrites au budget.
- c. une option dans Mandats de Corail me permet de générer ces mandats en automatique.

10 Classer ces différentes étapes du Budget primitif dans un bon ordre

étapes	1	2	3	4	5	6	7
Création du nouvel exercice n+1 dans Corail							
Détermination des R.A.R. dans Fin d'année (Corail)							
Création du dossier budgétaire BP N+1 dans Ambre							
Transférer le budget en comptabilité (Ambre)							
Envoi du flux (indigo ou PES BUDGET) chez le trésorier							
Bascule des propositions en vote (Ambre)							
Saisir les nouvelles propositions budgétaires							

Réponses

```
1: b
```

2: b

3: a/b: explications

4: a

5: d

6: b

7: c

8: c

9: c

Réponses

étapes	1	2	3	4	5	6	7
Création du nouvel exercice n+1 dans Corail	*	*	*				
Détermination des R.A.R. dans Fin d'année (Corail)	*	*	*				
Création du dossier budgétaire BP N+1 dans Ambre	*	*	*				
Transférer le budget en comptabilité (Ambre)						*	
Envoi du flux (indigo ou PES BUDGET) chez le trésorier							*
Bascule des propositions en vote (Ambre)					*		
Saisir les nouvelles propositions budgétaires				*			

.....

Questions diverses

Les documents pédagogiques de la formation sont téléchargeables sur le site internet www.atd31.fr à la rubrique formation et à l'aide de votre identifiant et mot de passe

Agence Technique Départementale de la Haute-Garonne – 10 place Alfonse Jourdain 31000 TOULOUSE – Tél : 05. 34.45.56.56 – Fax : 05.34.45.56.55

Site internet: www.atd31.fr - Courriel: accueil@atd31.fr
